

L'effondrement a commencé. Il est politique

[Alain Bertho](#)

22 novembre 2019

Alors que des révoltes éclatent aux quatre coins du monde, gouverner aujourd'hui s'apparente de plus en plus à mener une guerre ouverte ou larvée contre les soulèvements des peuples et des êtres vivants, pour maintenir coûte que coûte un ordre de plus en plus discrédité. L'anthropologue Alain Bertho revient ici pour Terrestres sur cette « crise de la gouvernabilité » et sur la longue séquence de révoltes apparentées qui en sont à l'origine.

*« Il faut bien avoir à l'esprit que
l'épuisement des possibilités de ce monde
signifie tout autant celui de l'action politique
qui allait de pair avec lui. »*

Marcello Tari¹

Ne pouvant maîtriser, même au prix d'une répression sanglante, l'immense soulèvement de son peuple, le gouvernement chilien annonce, le 30 octobre 2019, qu'il renonce à organiser la COP 25 originellement prévue du 2 au 13 décembre à Santiago. Quelques jours plus tôt une pétition avait été lancée en France pour son boycott, jugeant « cynique et caricatural d'organiser la COP 25 sous la menace des balles d'une armée qui s'est funestement illustrée sous la dictature d'Augusto Pinochet » et qualifiant de « faute » une façon « de faire ainsi un chèque en blanc à un gouvernement qui a décidé de réprimer avec la pire des brutalités celles et ceux qui veulent que le système change pour le bien commun ». Nous sommes bien aujourd'hui face à deux dangers mortels : la transformation de la terre en fournaise et la violence d'Etats défailants et incapables d'y faire face.

Voilà qui nous révèle sans fards où nous en sommes vraiment. Le réchauffement climatique n'est pas une menace à venir. Il a déjà commencé. On en ressent les effets sur tous les continents où les peuples doivent faire face à des phénomènes extrêmes : le lac Tchad est quasiment à sec et le Sahara avance de 600 mètres par an, des cyclones d'une violence historique affectent autant les côtes nord-américaines qu'asiatiques, les phénomènes orageux destructeurs deviennent une habitude en France, faute d'eau le Rhin ne peut plus y jouer son rôle d'autoroute fluviale de l'économie européenne... Ce réchauffement est plus rapide et déjà plus destructeur que ne le laissaient entendre les prévisions les plus pessimistes.

La voix de Greta Thunberg, avec ses mots simples et durs, parle au nom de toutes et de tous. L'inaction des États n'est que plus évidente et insupportable. Mais est-ce vraiment de l'inaction ? La légitimité que perdent les gouvernements sur ce terrain est en fait déjà bien entamée par leur accompagnement zélé des exigences de profit d'un capitalisme financiarisé et destructeur. Dire, comme le font les signataires de l'appel au boycott, que « justice sociale et justice climatique sont liées » est un euphémisme. Aujourd'hui, et depuis plusieurs décennies, injustice sociale et incurie climatique et environnementale sont les deux faces d'une même logique d'exploitation dévastatrice de la planète et de tout ce qui y vit. La course

à l'abîme est tout à la fois climatique, environnementale, économique, sociale et politique parce qu'elle est le produit d'un dispositif global, celui de la « gouvernance par les nombres »² d'une immense machine algorithmique et financière.

Un soulèvement du vivant

Qu'importe les rapports d'experts, les promesses d'estrade et les sommets mondiaux, le capitalisme de la catastrophe³ s'épanouit et imprègne aujourd'hui le mode de fonctionnement des réseaux numériques mondiaux. « Plus besoin d'un patron pour exploiter les gens, la technologie s'en charge », nous avertit le cinéaste Ken Loach !⁴ Le capital industriel exploitait le travail vivant. Toute une histoire de résistances et de conquêtes populaires s'est construite sur ce paradigme. Le capital financier, ce que nous appelons « néolibéralisme », dévaste le travail et ravage le vivant humain avec autant d'application qu'il dévaste la planète et ravage le vivant dans son ensemble.

Et tandis que la mort progresse, l'interconnexion de nos rêves et de nos illusions nous capte dans un autre monde. L'Utopie Internet s'est transformée en cauchemar⁵ à mi-chemin entre l'anticipation de Matrix et les visions de Damasio⁶. Car s'il n'y a plus besoin de patron pour exploiter les gens, il n'y a parfois plus besoin de traders pour spéculer à la vitesse de la lumière, ni de police pour surveiller l'ensemble de nos faits et gestes. À chaque minute qui passe, nous livrons nous mêmes au Léviathan numérique toutes les informations nécessaires à notre transformation en marchandise et à notre surveillance intime.

La logique de la financiarisation s'impose à tous car elle est algorithmique. Elles s'imposent aux États aujourd'hui prisonniers de leurs dettes. Selon le FMI, les dettes souveraines auprès des marchés financiers représentent aujourd'hui 75% du PIB mondial. Les gouvernements rendent compte de leur action à ces marchés avant de rendre compte de leur action auprès de leur peuple. Au fur et à mesure que se réduisent leurs marges de manœuvre, que leur corruption devient plus visible, ils désespèrent les peuples des chemins modernes de l'action collective, à commencer par la politique qui n'apparaît plus comme un moyen de se faire entendre. Cette désespérance est mère de l'émeute⁷. Le mot politique lui-même est démonétisé. Comme nous avait déclaré un émeutier de 2005 lors d'une enquête : « ce n'était pas politique, nous voulions juste dire quelque chose à l'État. »⁸

L'émeute est un des moments où le vivant se rematérialise et exige son droit⁹. Les soulèvements que le monde vit ou regarde avec sidération en cette année 2019, comme les soulèvements précédents, sont d'abord des soulèvements des corps, ceux des places occupées, ceux des affrontements avec les forces de l'ordre. Faute d'arguments et de légitimité, la réponse des gouvernements est toujours la même : une répression de plus en plus féroce. Si, comme l'analysait Foucault, « la politique, c'est la guerre continuée par d'autres moyens »¹⁰, alors la disparition de la politique caractéristique de notre temps ouvre à la possibilité d'une guerre menée par des pouvoirs contre leur propres peuples¹¹. Le président chilien Sebastian Piñera le déclare lui-même le 21 octobre : « Nous sommes en guerre contre un ennemi puissant, implacable, qui ne respecte rien ni personne et qui est prêt à faire usage de la violence et de la délinquance sans aucune limite ». Sur le fond, le ministre français de l'Intérieur ne disait pas autre chose au plus fort de la mobilisation des Gilets Jaunes. La violence de la réaction des gouvernements face aux soulèvements de 2019 est à la mesure de la peur panique qu'ils leur ont inspirée.

Cette peur fut palpable en France pendant l'hiver dernier. Elle le fut aussi en Algérie où on a vu l'armée prendre les choses en main et pousser Bouteflika vers la sortie pour calmer la rue. Elle est aussi réelle à Hong Kong où après des semaines d'affrontements, l'Empire du milieu hésite devant un second Tien An Men et Carrie Lam, cheffe de l'exécutif, annonce le retrait du projet de loi sur l'extradition dès le 4 septembre. Car la peur ne se manifeste pas seulement par la violence de la répression. Elle se mesure aux concessions rapides faites par des gouvernements qui ne nous avaient pas habitués à une telle capacité « d'écoute » ces dernières décennies. En Équateur, la hausse des prix du carburant est annulée le 15 octobre alors qu'elle s'intégrait à un plan d'ajustement demandé par le FMI moyennant une aide de 4.2 milliards de dollars. Il en est de même de la hausse du prix du métro au Chili, « suspendue » le 19 octobre. En Irak, le pouvoir propose élections et transformations institutionnelles. Au Liban, le premier ministre démissionne le 30 octobre. En France, les mesures annoncées par le président en réponse aux Gilets Jaunes dès le mois de décembre 2018 se chiffrent à 17 milliards d'euros, assez pour contribuer à donner un coup de fouet à l'économie du pays dans les semaines suivantes. Au Soudan, la mobilisation civile qui a eu raison du dictateur Omar el-Bechir le 11 avril 2019 obtient le 4 août un compromis avec l'armée sur la transition politique.

À l'instar du soulèvement des Gilets Jaunes, ce surgissement désoriente observateurs et analystes qui tentent de convoquer les vieux schémas d'interprétation : révolte mondialisée ? Prémises d'une révolution internationale ? Le journaliste François Lenglet parle même de « giletjaunisation » du Monde...¹²



2019 l'année des soulèvements ?

Il est vrai que l'année 2019 s'ouvre sur le soulèvement français débuté dès le 17 novembre 2018. Mais dès janvier, des peuples criaient leur colère au Venezuela et au Soudan où commençait une mobilisation de longue haleine. En février les villes d'Haïti se faisaient entendre contre la vie chère, celles du Sénégal étaient le théâtre de violences électorales. En Mars la jeunesse algérienne entamait un cycle de vendredis de mobilisation contre le « système ». En avril commençait une mobilisation universitaire en Colombie qui allait se prolonger jusqu'à l'automne. En mai (et jusqu'en octobre), la privatisation de la Santé et de l'École mettait le Honduras à feu et à sang. En juin, les ombrelles envahissaient les rues de Hong Kong en raison d'un projet de loi d'extradition. En août, le gouvernement indonésien faisait face à des émeutes en Papouasie. En septembre, les Haïtiens commençaient à réclamer bruyamment la démission de leur président Moïse Jovenel tandis que les indonésiens prenaient la rue contre une réforme du code pénal particulièrement rigoriste. Le mois d'octobre, dans ces conditions ressemble à un bouquet final : soulèvement Oromo en Éthiopie contre Abiy Ahmed, premier ministre récemment nobélisé, soulèvement en Bolivie contre Evo Morales, président réélu et soupçonné de fraude électorale, en Équateur contre le prix de l'essence décidé par le président Lenin Moreno, élu en 2017 sur des promesses socialistes, au Chili contre Sebastian Piñera et la hausse du prix du métro, à Panama contre une réforme constitutionnelle interdisant le mariage Gay, en Irak contre les pénuries et la corruption, au Liban contre une taxe sur WhatsApp, au Honduras contre un président, Juan Orlando Hernandez, dont le frère vient d'être condamné pour trafic de drogue, en Guinée Conakry contre le 3^e mandat du président Alpha Condé, en Catalogne contre la condamnation des dirigeants indépendantistes et l'État espagnol. Le 16 novembre, l'augmentation du prix de l'essence déclenche une flambée d'émeutes en Iran, auxquelles le régime répond par une répression brutale et la coupure d'Internet. Une quarantaine de villes sont touchées dont la capitale, Téhéran. Au total, ces mobilisations d'une ampleur et d'une longueur variable, mais toutes aussi déterminées et prêtes à l'affrontement physique avec le pouvoir, touchent 20 pays sur quatre continents. C'est plus, en extension géographique et en durée, que les mobilisations de 2011 nommées alors « printemps arabe ». En janvier et février 2011, les soulèvements tunisien et égyptien avaient chacun duré à peine un mois.

Les similitudes sont nombreuses et ont été décrites à l'envie. Comme en 2011, ce sont des soulèvements qui, sauf exception (Éthiopie peut-être), se font sans crier gare, c'est-à-dire sans préparation, sans organisation, sans leader. Ce sont des soulèvements massifs et largement populaires, qui imposent leur présence physique par des cortèges ou, comme en 2011, par des occupations de places (place Tahrir à Bagdad, *sit-in* géant au Soudan). Leurs répertoires semblent en écho les uns des autres. Ce sont des soulèvements d'engagement corporel, résilients face à la violence d'État, marquant par la mise en danger de soi la gravité et l'urgence de leurs exigences.

Leur déclencheur est toujours très concret et lié à une décision ou à des pratiques gouvernementales ressenties comme une mise en danger de la survie matérielle des personnes et des familles ou une remise en cause des libertés : le tarif des transports ou du carburant en France, en Équateur, au Chili ou en Iran, une loi liberticide en Indonésie, à Panama ou Hong Kong, des élections peu démocratiques en Algérie, en Bolivie et en Guinée, une taxe sur les communications au Liban.

Ces soulèvements ne sont portés par aucune idéologie préexistante, aucun projet politique connu ou reconnu qui les réunirait, aucune stratégie de type révolutionnaire. Mais ils se prolongent souvent au-delà de leur première victoire et tentent de s'organiser dans la durée.

Ni simples révoltes sans lendemain, ni révolutions à l'ancienne, ces mouvements portent une forte exigence vis-à-vis des pouvoirs : exigence de démocratie, exigence de justice et d'égalité, exigence de moralité publique. Au fond une exigence d'humanité solidaire.

Une longue séquence de révoltes et de soulèvements

Cette année 2019 n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Nous vivons depuis le début du siècle une séquence particulière marquée par la montée des affrontements civils dans le monde, émeutes ponctuelles, brutalisation des mobilisations sociales et soulèvements de plus grande ampleur. Je l'avais diagnostiqué dès 2009¹³. J'en ai suivi la progression dans les années suivantes, y compris dans sa dimension terroriste¹⁴.

Il semble clair aujourd'hui que cette séquence est liée à la mondialisation numérique et financière et à ses trois logiques socio-politiques dominantes : l'accentuation considérable des inégalités, la financiarisation des dispositifs de gouvernance qui alimente la corruption des élites et la mise en crise des systèmes politiques, notamment de représentation. Ce dernier point est essentiel. Faute de système de médiation, toutes les souffrances, tensions sociales et conflits deviennent potentiellement explosifs. C'est pourquoi les situations d'émeutes et d'affrontements sont si diverses dans le monde alors que leurs modalités pratiques et leurs répertoires se ressemblent tant. L'accentuation des inégalités et la visibilité croissante de la corruption complètent le tableau et sapent de façon irrémédiable la légitimité d'États qui n'ont plus que la violence pour tenter de se faire respecter¹⁵. Par-delà la multiplication des explosions locales de colère, le début du siècle a été marqué par des soulèvements auxquels la mise en perspective donne rétrospectivement un sens historique (cf. ci-dessous).

Deux décennies de soulèvements :

- 2001 : 19-20 décembre soulèvement en Argentine contre le FMI, la dette et l'austérité. « Que se vayan todos »¹⁶
- 2005 : 27 octobre-17 novembre : émeutes en France après la mort de deux jeunes, Zyed et Bouna.
- 2006 : Mars : mobilisation et blocages contre le Contrat Première Embauche en France.
- 2008 : émeutes contre la vie chère au Burkina Faso, au Cameroun, au Mozambique (février), au Sénégal (mars), au Bangladesh, en Côte d'Ivoire, en Égypte, à Haïti (avril), en Somalie (mai).
- Du 6 au 31 décembre : émeutes en Grèce après la mort d'Alexis Grigoropoulos tué par la police.
- Mars : émeutes au Tibet Chinois.
- 2009 : 13 juin jusqu'à fin juillet : soulèvement en Iran après la victoire annoncée de Mahmoud Ahmadinejad à l'élection présidentielle.
- Janvier-mars : grève générale contre la vie chère aux Antilles françaises.
- Juillet : soulèvement Ouïghours dans le Xinjiang (Chine)

- 2011 : année du « printemps arabe » : soulèvements en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Yémen, en Syrie, au Bahreïn, en Algérie, en Jordanie, au Maroc.
- 15 mai : lancement du mouvement des Indignés en Espagne.
- Juin : manifestation et émeutes contre la réforme constitutionnelle au Sénégal.
- 6-11 août : émeutes en Angleterre (Londres, Birmingham, Leeds, Liverpool, Bristol, Salford, Manchester et Nottingham) après la mort de Mark Duggan, tué par la police.
- Octobre : lancement d'Occupy Wall Street.
- Septembre : début de la révolte contre la corruption de Wukan (Guangdong) en Chine.
- 2012 : « Printemps érable » : mobilisation étudiante au Québec.
- Janvier-mars : révolte contre la corruption de la ville de Wukan (Guangdong) en Chine.
- Février-avril : révolte contre les projets hydroélectriques en Patagonie (Aysen).
- 2012- 2015 : montée exponentielle des attentats djihadistes dans le monde.
- 2013 : Mai-juin : occupation de la place Taksim à Istanbul et affrontements dans toutes les villes du pays.
- 21 novembre : début de l'occupation de la place Maidan à Kiev.
- Juin-juillet : mobilisation contre le prix du bus puis contre la corruption au Brésil.
- 2014 : Janvier- février : occupation de la place Maidan à Kiev.
- Mai à juillet : manifestations et émeutes contre le Mondial à Rio de Janeiro, Recife, São Paulo, Guarulhos, Brasília, Belo Horizonte, Salvador de Bahia, Fortaleza, Curitiba.
- Novembre-décembre : mouvement des Ombrelles à Hong Kong.
- Août : émeutes à Ferguson après la mort de Michael Brown, tué par la police.
- Octobre : soulèvement au Burkina Faso contre la réforme constitutionnelle et le cinquième mandat de Blaise Compaoré.
- 2015 : Avril : émeutes à Baltimore après la mort de Freddie Gray, tué par la police.
- 2016 : Mai : affrontements lors de la mobilisation contre la loi Travail en France. Nuit debout.
- Émeutes contre la pénurie au Venezuela.
- 2017 : Janvier : 69 émeutes au Mexique en raison du prix du carburant.
- Avril à juin : 109 pillages et émeutes au Venezuela contre la pénurie et le régime.
- 2018 : Janvier : 26 émeutes en Tunisie liées à la vie chère.
- Janvier : 32 pillages et émeutes au Venezuela contre la pénurie.
- Avril-mai : résistance de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes
- Mai-septembre : violente mobilisation contre Ortega au Nicaragua.
- Juillet : violentes manifestations contre la corruption en Irak.
- Novembre-décembre : soulèvement des Gilets Jaunes et mobilisation lycéenne.



Cette montée des révoltes n'est pas linéaire. Une première poussée culmine en 2011 avec le « Printemps arabe », les Indignés en Espagne et en Grèce, et Occupy Wall Street. L'hebdomadaire *Time* désigne alors « the Protester » comme personnalité de l'année. Il s'ensuit plusieurs années de mobilisations d'ampleur qui en prolongent l'élan : Québec, Brésil, Chili, Chine, Turquie, Ukraine, Hong Kong, USA. Puis, de 2015 à 2017, les soulèvements marquent le pas, Venezuela mis à part, et laissent la vedette à l'explosion des émeutes localisées et à la montée des attentats. Dès 2018, ils reprennent de plus belle en Tunisie, au Venezuela, au Nicaragua, en Irak et en France pour culminer en 2019. La montée des mobilisations tant à l'échelle locale que nationale est aussi de plus en plus violente tant par la répression dont elles font l'objet que par l'acceptation d'une confrontation directe avec les pouvoirs de la part des mouvements.

Affrontements lors de mobilisations sociales, urbaines et écologiques	2014	2015	2016	2017	2018
Afrique	85	63	88	128	187
Amérique	131	140	187	200	161
Asie	56	52	35	51	49
Europe	88	31	140	36	174
Total	360	286	450	415	571

États corrompus, peuples ingouvernables ?

L'énigme persistante de ces vagues successives de révolte est leur absence de subjectivité historique. Elles laissent l'eschatologie révolutionnaire aux mouvements terroristes, notamment à Daesh, qui eux-mêmes s'inscrivent dans une historicité de l'apocalypse et du jugement dernier. Si ces révoltes se rejoignent sur la dénonciation d'un système qui broie le vivant au nom du profit avec la complicité zélée des États, aucune ne met en avant une alternative possible et aucune ne part d'une dénonciation globale. Au contraire le mécanisme est partout le même : une décision de trop fait déborder le vase, l'exigence de changement est immédiate et adresse à l'État une injonction de moralité et d'esprit public. La révolte morale contre tous les pouvoirs considérés comme unanimement corrompus et corrupteurs ne s'accompagne pas d'une volonté anarchisante de destruction des institutions mais au contraire d'une demande d'État. La corruption et l'incompétence sont la cible mondiale des colères et sont le support d'une idée globale : il est temps que les peuples gouvernent vraiment.

Cette crise de la gouvernabilité s'exprime notamment dans la violence croissante générée par le dispositif démocratique le plus à même, depuis deux siècles, de générer paix civile et consentement politique : les élections. Comme il est loin le temps où le général De Gaulle pouvait mettre fin à une grève historique et au mouvement de la jeunesse par trois phrases prononcées le 30 mai 1968 : « je ne me retirerai pas. Je ne changerai pas le premier ministre. Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale ». La logique s'est inversée. La montée des émeutes et affrontements civils liés aux élections parle d'elle-même :

Affrontements et émeutes liés aux élections	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Afrique	53	50	92	57	67	70
Asie	47	45	100	62	71	77
Amérique	14	21	54	37	54	42
Europe	1	2	2		10	8
Total	115	118	248	151	202	197

Tout le dispositif de représentation est délégitimé et vécu comme source de corruption. Les habitants de la petite ville de Wukan en Chine (Guangdong) en ont fait l'amère expérience. Après avoir mené une lutte difficile, violente et victorieuse pour obtenir de véritables élections locales en 2012, ils se retrouvent plusieurs années plus tard face à des élus tout aussi corrompus que ceux qu'ils ont combattus. La corruption n'a pas de couleur politique et alimente une désespérance générale. La lutte sans merci et spontanée des gilets jaunes français contre toute forme de représentation au sein même de leur mouvement témoigne de l'ancrage populaire profond de cette conviction. La corruption a eu raison de la gauche et de tout espoir progressiste au Brésil, comme elle a mis en pièce l'Etat Vénézuélien. Ce qui se passe aujourd'hui en Bolivie est exemplaire de ses effets destructeurs. Faute d'avoir su conserver son intégrité et sa légitimité, malgré un bilan social remarquable, le président Evo

Morales a été confronté à un soulèvement anti-fraude massif et violent. Mais sa chute laisse ses partisans de la région de Cochabamba, indigènes et cocaleros, bien seuls devant la répression sanglante du nouveau pouvoir.

La tentation identitaire

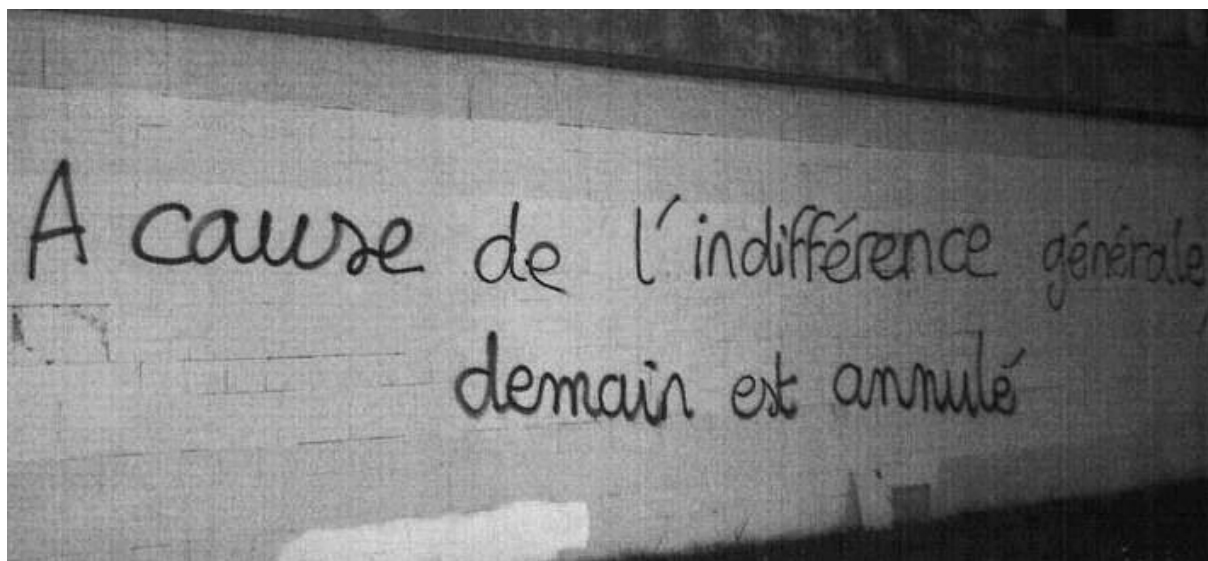
La crise profonde de la gouvernabilité se combine avec la perte de toute vision d'un avenir commun. La menace d'une guerre de tous contre tous se manifeste déjà, que ce soit dans la façon de laisser se noyer les migrants en méditerranée, de se faire la guerre entre sédentaires et nomades au sud du lac Tchad ou de parquer les Rohingyas au Bangladesh. La montée en puissance de la crise écologique et climatique a lieu dans un contexte de montée massive des affrontements identitaires qui passent d'un cinquième à un tiers des émeutes et affrontements civils entre 2013 et 2018. Ces situations sont le plus souvent dramatiques. Liées à des conflits géopolitiques anciens (Palestine ou Kashmir Indien), mobilisant peurs et haines ancestrales comme en Inde ou la peur de l'étranger comme en Afrique du Sud, ces divisions brutales et souvent sanglantes des peuples sont facilement instrumentalisées par des pouvoirs prompts à mobiliser la construction de l'ennemi pour asseoir une légitimité vacillante.

Émeutes et affrontements identitaires et communautaires	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Conflits communautaires (religieux, villageois, etc.)	209	186	245	244	226	277
Conflits géopolitiques anciens (Kashmir, Israël-Palestine...)	258	361	402	579	550	422
Total	467	547	647	823	776	699
En % du total des affrontements et émeutes dans le monde	19	25	33	39	35	32

Victimes de pogroms récurrents en Birmanie, les Rohingyas musulmans de l'État de Rakhine sont réputés apatrides et maintenus hors de la communauté nationale par la constitution de 2008. En 2012, le pogrom devient une affaire nationale dont l'armée a la charge. La lutte antiterroriste est l'argument chinois de la politique de persécution des Ouïghours musulmans du Xinjiang. Arrestations, destruction de lieux religieux et législation ciblée structurent la politique de Pékin. L'accession au pouvoir en Inde de l'ultra-nationaliste Hindou Narendra Modi en 2014 ouvre l'ère des persécutions. En Europe, outre les musulmans et les migrants, les Roms font facilement office d'ennemis de l'intégrité nationale. Matteo Salvini en Italie appelant au ciblage ethnique rejoint sans hésitation l'inquiétant Viktor Orbaán, complice des pogroms anti-Roms orchestrés par les néonazis. Ils sont mis au ban de la société en Bulgarie. Ils sont systématiquement expulsés en France où ils ont été victimes d'agression en 2019 après des rumeurs de rapt d'enfants. La tension entre Chiites et Sunnites en Irak et dans la région, attisée par la politique américaine après 2003, est à la racine de l'embrasement du Moyen-Orient. C'est beaucoup plus que ce que Arjun Appadurai nomme « la peur des petits nombres »¹⁷, la peur des minorités perçues comme des germes de dissolution d'une identité nationale en souffrance. Ce sont les germes d'une désagrégation guerrière de l'humanité au moment même où les défis qu'elle doit affronter appelle à la solidarité et au rassemblement. Comme le conclut Harald Welzer : « Une renaissance de la pensée politique est nécessaire et il faudra qu'elle fasse ses preuves en tant que critique de toute limitation des conditions de survie d'autrui. »¹⁸

Soulèvements contre l'effondrement ?

Ce qui fait l'Humanité, pour l'anthropologue que je suis, c'est sa conscience d'elle-même et sa conscience du temps, sa capacité à rêver, à espérer, à inventer, à s'inventer sans cesse. Le consentement aux pouvoirs s'alimente toujours d'une espérance ou d'une peur et d'une promesse ou d'une crainte d'avenir. La mobilisation politique capte les rêves autant que les colères. Or ni les pouvoirs ni les partis ne sont aujourd'hui en capacité de dessiner un futur. Et tandis que « en raison de l'indifférence générale, demain est annulé »¹⁹, les peuples, comme le peuple chilien peuvent aussi crier « ils nous ont tout volé, même la peur ». Si aujourd'hui gouverner s'apparente de plus en plus à la guerre, c'est que cette abolition de l'avenir est en train de rendre les peuples ingouvernables.



L'enjeu d'aujourd'hui n'est donc pas tant de sauver coûte que coûte la démocratie représentative que de réunir le peuple et les peuples dans la recherche d'un avenir commun, d'une éthique commune du vivant dans l'apocalypse qui commence. Cette inclusivité de la mobilisation tant du point de vue des opinions politiques que des situations sociales est au cœur du mouvement des Gilets jaunes en France : « Tout le monde est gilet jaune » est une phrase clef de la mobilisation des ronds-points. L'affrontement avec le pouvoir lors des manifestations a eu par ailleurs un effet politique inattendu, celui de briser les barrières avec les banlieues, diabolisées par le discours sécuritaire d'État depuis plus de 30 ans. Dans un pays marqué depuis 2003 par les conflits entre sunnites et chiites, le soulèvement irakien frappe par son caractère non confessionnel. Dans un pays mosaïque dont les institutions ont figé les identités religieuses, le soulèvement libanais dépasse les clivages communautaires. Alors que des États délégitimés se maintiennent aujourd'hui par des stratégies de peur, de division et de guerre qui sont des stratégies destructrices de ce qui constitue la singularité de l'Humanité, les soulèvements donnent à voir chacun à leur façon des logiques institutives de rassemblement.

Contrairement à ce que pourraient laisser à penser les collapsologues, « l'effondrement » tant annoncé ne sera pas d'abord un processus technico-économique qui, du jour au lendemain sans crier gare, mettrait fin à notre civilisation, et par conséquent à la politique. L'effondrement qu'on nous annonce a déjà commencé. Et c'est sur ce terrain, la politique,

qu'il se manifeste aujourd'hui à l'échelle planétaire. Les soulèvements ne sont pas la cause de cet effondrement. Ils en sont le symptôme et peuvent en être l'antidote salutaire.

∞

L'auteur

Professeur d'Anthropologie à l'Université de Paris 8, Alain Bertho mène depuis 35 ans des recherches sur les classes populaires urbaines et leurs mobilisations (en France, au Sénégal et au Brésil) et plus précisément depuis 2005, sur la violence collective et les affrontements civils. Il tient à jour quotidiennement une banque de données sur ces affrontements, disponible en ligne sur son site (berthoalain.com).

À paraître en 2020 : *Face à l'effondrement politique du Monde, Le Croquant*

2018, *The Age of Violence: The Crisis of Policy and the End of Utopia*, Verso.

2016, *Les enfants du chaos, essai sur le temps des martyrs*, La Découverte.

2009, *Le temps des émeutes*, Bayard.

2008, *Nous autres nous-mêmes*, Le Croquant.

2003, *L'État de guerre*, La Dispute.

Notes

1. ↑ Marcello Tari, *Il n'y a pas de révolution malheureuse. Le communisme de la destitution*, Ed. Divergences, 2017
2. ↑ Alain Supiot, *La gouvernance par les nombres*, Fayard 2015
3. ↑ Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée du capitalisme du désastre*, Actes Sud, 2007
4. ↑ Entretien dans *l'Humanité*, Jeudi, 24 Octobre, 2019
5. ↑ Félix Tréguer, *l'Utopie déçue, une contre-histoire d'Internet*, Fayard, 2019
6. ↑ Alain Damasio, *Les furtifs*, La Volte, 2019
7. ↑ Alain Bertho, *Le temps des émeutes*, Bayard, 2009
8. ↑ Enquête de la MST connaissance des banlieues, Université de Paris 8, janvier 2016 sous la direction de Sylvain Lazarus
9. ↑ Romain Huët, *Le vertige de l'émeute*, PUF, 2019
10. ↑ M. Foucault, *Il faut défendre la société*. Cours au Collège de France, 1975-1976, Paris, Gallimard – Seuil (Hautes études), 1997, p. 15-16
Alain Bertho, « Guerre, gouvernement, police », in *Dire la guerre, penser la paix* dirigé
11. ↑ par Frédéric Rognon, Labor et Fides, p. 154-160. Alain Bertho, « La fin de la politique ? », in *Ethnographiques.org*, « L'anthropologie face aux ruptures », mai 2014
12. ↑ RTL 22 octobre 2019, <https://www.rtl.fr/actu/international/emeutes-c-est-la-giletjaunisation-mondiale-affirme-francois-lenglet-sur-rtl-7799299072>

- Alain Bertho, *Le temps des émeutes*, Bayard, 2009. Documentaire « Les raisons de la
13. † colère » en collaboration avec Samuel Luret, documentaire 52 minutes, Arte-Morgane prod., diffusé le 9 novembre 2010 sur Arte
The Age of Violence: The Crisis of Policy and the End of Utopia, Verso, 2018. *Les enfants du chaos, essai sur le temps des martyrs*, La Découverte. 2016. « Rages populaires », in *L'année Stratégique 2015* dirigé Par Pascal Boniface, Armand Colin,
 14. † 2014. « L'instabilité s'installe », in *L'année Stratégique 2014* dirigé Par Pascal Boniface, Armand Colin. 2013. « Le protestataire, personnalité de l'année 2011 », in *L'année Stratégique 2013* dirigé Par Pascal Boniface, Armand Colin. 2012. « De la colère au soulèvement », in *L'année Stratégique 2012* dirigé Par Pascal Boniface, Armand Colin, 2011
 15. † Alain Bertho, « Guerre, gouvernement, police », in *Dire la guerre, penser la paix*, dirigé par Frédéric Rognon, Labor et Fide, 2014
 16. † « Qu'ils partent tous », mot d'ordre des mobilisations
 17. † Arjun Appadurai, *Géographie de la colère*, Payot, 2007
 18. † Harald Weltzer, *Les guerres du climat*, Folioactuel, 2008
 19. † Slogan mural anonyme apparu en 2004 sur les murs du métro de la ligne 6 d'après Genny Tégé